

Montbéliard dans la Grande Guerre

L'argent solidaire



Introduction

La guerre 1914-1918 est une guerre totale.

Totale parce qu'elle mobilise les hommes au front, la population à l'arrière, les ressources et les esprits. Au déclenchement des hostilités, rien cependant ne laisse prévoir un conflit d'une telle ampleur et d'une telle durée. Les belligérants pensent s'engager dans une guerre courte.

L'ordre de mobilisation générale du 2 août 1914 engendre le départ inattendu de millions d'hommes, laissant autant de vides dans les campagnes et les villes, aux champs et à l'usine.

Brutalement, c'est l'ensemble de l'économie du Pays qui se trouve bouleversée, dépeuplée et désorganisée. La production industrielle connaît un effondrement sans précédent, de nombreuses entreprises sont contraintes de fermer leurs portes, faute de personnel. Les réseaux commerciaux sont désorganisés. Le transport ferroviaire, employé prioritairement pour les besoins militaires, ne joue plus son rôle central dans les échanges de marchandises.

Dès 1915, les forces en présence se rendent à l'évidence que l'économie de paix doit faire place à une économie de guerre capable de fournir l'armement indispensable à la victoire :

« Le dernier mot appartiendra à celui des belligérants qui aura le plus de canons, de munitions, qui pourra un jour le plus accabler l'autre sous une avalanche d'acier. »
(J. Mauveaux, *Montbéliard pendant la Grande Guerre*)

L'illusion d'une guerre courte se dissipe au fur et à mesure que se creusent les tranchées. Mais la mise en place d'une économie de guerre ne peut se faire promptement, elle ne s'impose qu'à partir de 1916.

L'économie de guerre s'organise autour d'un État dirigiste travaillant en étroite corrélation avec des ministères dédiés - à la guerre, au travail, à la main d'œuvre - les autorités militaires chargées de déterminer les besoins et les industries chargées d'y répondre.

Mais cette mobilisation des ressources sans précédent a un coût exorbitant que les États ne peuvent supporter seuls. Si les sommes totales sont difficiles à calculer - les dépenses effectives étant souvent très supérieures aux crédits votés officiellement - on peut estimer le coût de la guerre à 25 milliards de dollars pour la France (soit 132 milliards de francs), 45 milliards de dollars pour l'Angleterre et l'Allemagne. Au total, la guerre a coûté 50 fois plus d'argent que prévu.

Ainsi, en soutien aux efforts gouvernementaux, les populations ont été sollicitées tout au long de la guerre, sous diverses formes pour confier leur épargne à l'État et pour donner leur argent au profit d'œuvres en faveur des soldats et des civils nécessiteux.

A l'échelon local et en parallèle aux impulsions nationales, Montbéliard et sa région ont été le théâtre d'une mobilisation financière très particulière, visant non pas à soutenir l'effort de guerre mais à perpétuer la mémoire de ceux qui ont donné leur vie pour la liberté de leur pays, mémoire incarnée par le caporal Peugeot, tué le 2 août 1914 à Joncherey et reconnu officiellement comme étant la première victime du conflit. Alors que la guerre battait son plein, la souscription mondiale ouverte dès 1915 pour l'érection d'un monument a mobilisé une variété saisissante de donateurs : états, villes, entreprises, associations ou simples individus.

Sommaire

I. Emprunts et mobilisation de l'or	5
II. Les journées de solidarité	15
III. Le monument de Joncherey	27



I. Emprunts et mobilisation de l'or

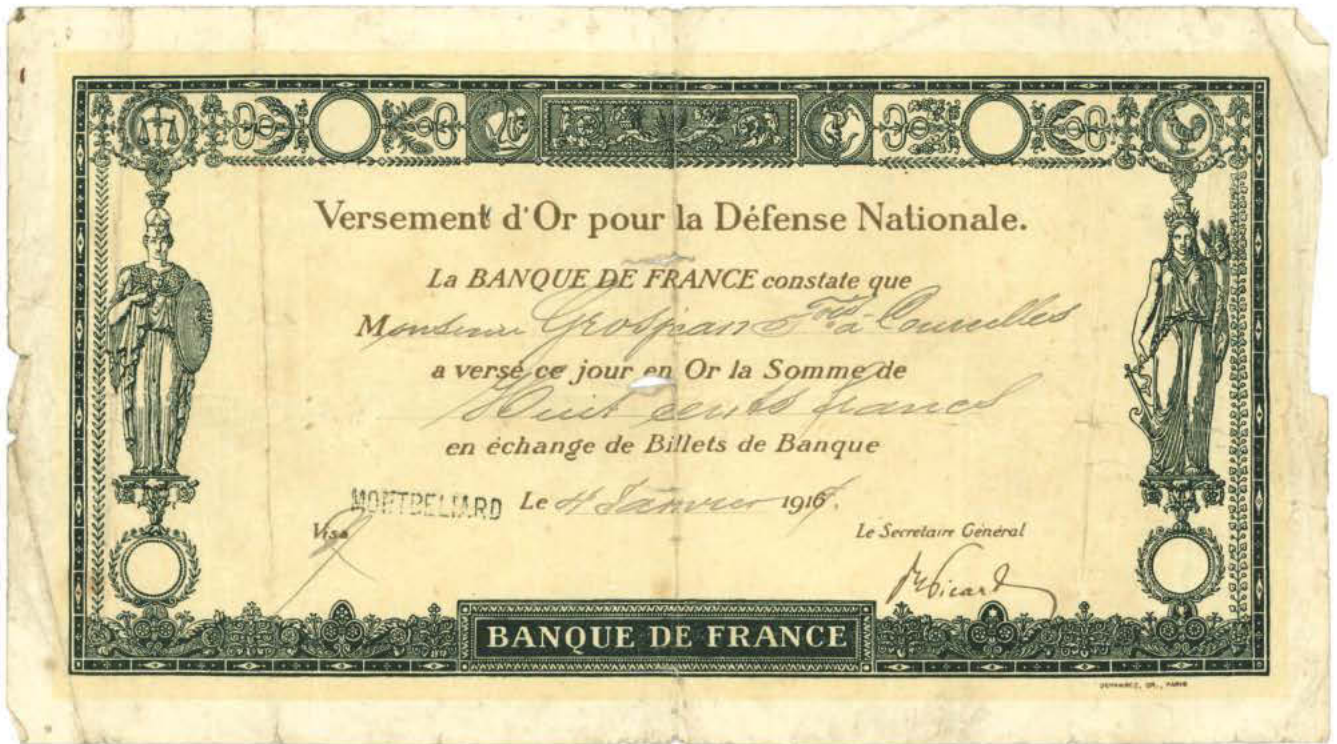
Document d'étude / 1 : en avant armée de l'épargne



AMM - 16 Fi 1381



Document d'étude / 2 : bon de versement d'or



AMM - 1573

Description des documents

Le document 1 est une affiche lançant un appel pour le 2ème emprunt de la Défense nationale, ouvert en octobre 1916. Elle est signée Alcide Robaudi, peintre d'histoire et illustrateur français (1850-1928) qui a notamment illustré des ouvrages pour enfants aux éditions Hachette et Calmann-Lévy.

Au centre de l'affiche, une Marianne immobile, drapée des couleurs nationales, les mains ouvertes, siège au pied de l'Arc de Triomphe. Dans son dos, le haut-relief "le départ des volontaires en 1792" du sculpteur François Rude donne le signal du départ au combat. A sa droite, un jeune enfant nu, coiffé d'un casque de Poilu, tire son épée. Le peuple entier se presse au pied de Marianne pour s'acquitter de ses offrandes : une petite fille casse sa tirelire, un paysan, une ouvrière, un employé, un bourgeois... se succèdent en une foule ininterrompue. Sacs, billets, pièces s'accumulent.

Sur les marches menant à Marianne est gravée la phrase « En avant, armée de l'épargne, c'est pour la patrie ».

Le second document est un bon émis par la Banque de France en janvier 1917 attestant que M. François Grosjean, domicilié à Courcelles, a échangé de l'or contre des billets de banque, pour un montant total de 800 francs.

Contexte

En octobre 1916, les batailles de Verdun (février – décembre 1916) et de la Somme (juillet - novembre 1916) touchent à leur fin. Elles se révèlent toutes deux terriblement meurtrières : le « hachoir » de Verdun, dans lequel tous les régiments français sont passés, a tué près de 700 000 soldats ; sur un front de 40 km, la Somme a vu tomber 1 million de combattants.

1916 se termine sur la démonstration toujours plus évidente que la guerre est totale, dans tous les domaines : humain, matériel et économique. 1917 s'annonce pire encore : les deux révolutions russes, l'effondrement du front est, l'armistice signé entre l'Allemagne et la Russie en décembre sont des coups très rudes pour les pays de l'Entente. Des milliers d'hommes tombent chaque jour : Chemin des Dames, Ypres, Caporetto... C'est l'année des mutineries et des grèves.

Dans ce contexte particulièrement difficile où l'enlisement de la guerre fait naître le doute, au front et à l'arrière, il est plus que jamais indispensable de légitimer la stratégie militaire et de se donner les moyens de poursuivre la guerre.

Analyse

Dès le début de la guerre, l'économie du pays est totalement désorganisée. La mobilisation des hommes engendre la fermeture de nombreuses entreprises ; la production s'effondre.

Contre toute attente, le conflit qui promettait d'être court se révèle long, effroyable et terriblement coûteux. Les réserves s'épuisent très rapidement, les régions industrielles clés de la France – Nord, Alsace, Lorraine – sont paralysées par l'occupation.

Au début de la guerre, le recours à l'impôt est pressenti pour pallier en partie les besoins colossaux (armes, ravitaillement, infrastructures): c'est notamment l'un des objectifs de l'impôt sur le revenu voté par la loi de finances du 15 juillet 1914. Mais le manque de résultats obtenus – seules 15 % des dépenses de guerre françaises ont été couvertes par l'impôt – et l'impopolarité d'une telle démarche, ont obligé l'État à recourir à l'emprunt massif et à compter sur la générosité des populations, principales sources de financement de la guerre.

Les emprunts à court terme – billets à cours forcé, bons de la Défense nationale – offrent une grande souplesse d'utilisation mais représentent des dangers pour la pérennité du financement de la guerre: d'une part l'inflation, résultant de l'utilisation abusive de la « planche à billets », comporte des risques majeurs de grave crise financière; d'autre part, les épargnants peuvent faire le choix de ne pas renouveler leur confiance à ce type de placement et mettre ainsi en péril une part importante des ressources escomptées par l'État.

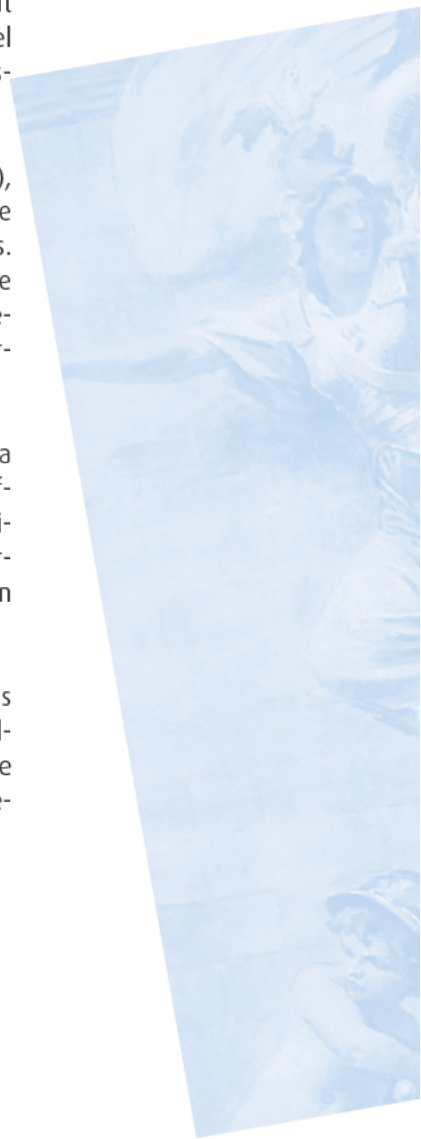
Le recours aux emprunts à long terme, aux montants plus importants, se révèle ainsi nécessaire: bien que plus onéreux (leur taux moyen est de 5,5 %), ils sont plus sûrs. Le premier emprunt de Défense nationale est ouvert le 25 novembre 1915, il rapporte 15 milliards de francs. Le second est émis à un taux de rente de 5 %, à compter du 5 octobre 1916. Il produit 11 milliards. Le troisième emprunt ouvert en octobre 1917 rapporte 14 milliards de francs, son taux est de 5,8 %. Enfin, en octobre 1918, est émis le quatrième emprunt: c'est l'emprunt de la Libération dont le produit s'élève à 27 milliards.

Cette politique active en matière d'épargne populaire a été menée à partir de 1917 par le ministre des finances Lucien Klotz qui fut à l'initiative des emprunts de 1917 et 1918. Lucien Klotz fut également l'instigateur d'une nouvelle politique de communication visant à donner un nouvel essor aux campagnes d'emprunt: l'essoufflement des élans solidaires et l'affaiblissement des ressources l'ont conduit à créer un commissariat à l'emprunt national, chargé de la propagande.

Si la France a prêté de l'argent et des armes à ses alliés (Russie, Belgique, Serbie notamment), elle a également emprunté beaucoup d'argent à l'étranger: le Royaume-Uni lui a par exemple consenti une avance de 2,7 milliards de dollars; les États-Unis lui ont prêté 3 milliards de dollars. Ces emprunts, moins coûteux que ceux des banques nationales, ont permis de financer près de 25 % de dépenses de guerre de la France. La contrepartie évidente de ces soutiens est une ingérence accrue des pays créditeurs envers l'emprunteur qui doit des comptes sur l'utilisation de l'argent.

En parallèle à la mobilisation financière par l'épargne, l'État mène une politique intense pour la mobilisation de l'or. En effet, à l'exception du recours à l'emprunt, l'or est le seul moyen de s'affranchir des problèmes de change et de régler des achats à l'étranger. Dès août 1914, pour limiter la spéculation, les États – France, Angleterre et Allemagne – font le choix de fermer les bourses de valeurs et de suspendre la convertibilité des monnaies en or. La convertibilité du franc en or ne fut rétablie que par la loi monétaire du 25 juin 1928.

Ainsi, alors que les Français avaient la possibilité d'échanger leurs billets contre de l'or, l'État les incite désormais à échanger leur or contre des billets de la Banque de France. Un décret du 3 juillet 1915 va même jusqu'à interdire la sortie de l'or hors des frontières nationales, sous quelle que forme que ce soit. « Ce régime de libre sortie [...] peut prêter à des abus et à des trafics dangereux [...] ».



A Montbéliard, un guichet municipal est ouvert à partir d'octobre 1915 afin de faciliter la collecte de l'or, venant ainsi compléter les versements effectués à la Poste et à la Caisse d'Épargne. En échange du précieux métal, les personnes reçoivent la valeur convertie en billets ainsi qu'un certificat de la Banque de France « constatant leur patriotisme ».

Cette « campagne de l'or », largement propagée par les voies officielles de la communication (circulaires, affiches, presse locale qui relaie notamment les montants cumulés) est un levier essentiel de la politique visant à engager l'ensemble de la population dans le conflit : ceux qui ne peuvent verser leur sang sont appelés à verser leur or. Chacun doit contribuer à l'effort de guerre, se sentir concerné et, pour ceux qui n'y participent pas, éprouver la plus grande culpabilité.

La mobilisation économique et financière du pays, volet stratégique de l'effort de guerre dans son ensemble, n'a pas échappé au système de communication et d'information mis en place pendant la guerre : le sacrifice humain du front doit trouver son répondant dans le sacrifice financier consenti par les populations. « L'armée de l'épargne » sollicitée lors du 2e emprunt national en 1916 doit être digne de l'armée de soldats qui chaque jour combat.

Une fois de plus, tous les symboles destinés à faire vibrer la fibre patriotique de chacun, à susciter l'émotion, l'enthousiasme et surtout faire naître dans chaque esprit la certitude que l'investissement individuel est le garant de la victoire collective, sont largement utilisés : à l'image de l'épisode révolutionnaire où, la Liberté, les ailes déployées, entraîne les volontaires à défendre les frontières, l'État exhorte les Français de toutes classes, des tous âges à faire rempart contre l'agression, à aider le pays à gagner la guerre en lui confiant le maximum de leurs économies.

Cependant, ces efforts de propagande montrent leurs limites : en effet, le second emprunt de Défense nationale de 1916 a été le moins productif des quatre ouverts pendant le conflit. Ces résultats décevants sont le reflet de l'état d'esprit général du milieu de la guerre : lassitude de cet affrontement meurtrier qui n'en finit pas et qui devait être court d'une part, pessimisme quant à une issue rapide du conflit d'autre part.



Activités élèves

1- Décrire les documents

- 1-1 Présentez le document 1 : nature, date, contexte, organisation.
- 1-2 Décrivez le personnage central (vêtements, attitude) : qu'est-ce qu'il symbolise ?
Citez deux exemples de la vie courante où l'on retrouve ce personnage.
- 1-3 Décrivez les personnages de la foule (âges, vêtements) ?
Sont-ils tous issus des mêmes classes sociales ?
- 1-4 Décrivez le document 2 : nature, date, origine. Quel est le montant du versement ?

2- Analyser les documents

- 2-1 La scène se situe au pied de l'Arc de Triomphe. A l'aide d'un dictionnaire ou d'Internet, expliquez ce que symbolise le haut-relief (sculpture) derrière le personnage central.
Que trouve-t-on aujourd'hui au pied de l'Arc de Triomphe ?
- 2-2 Que représente le petit garçon assis à la droite de Marianne ? Quels sont ses attributs ?
- 2-3 Pourquoi le slogan parle-t-il d' « armée de l'épargne » ? Quelle idée veut-on faire passer ?
- 2-4 Pourquoi les personnes venues apporter leur argent sont-elles si différentes ?
- 2-5 Le versement de M. Grosjean s'élève à 800 francs. En sachant qu'une baguette de pain (250 g) coûtait à l'époque 0,12 franc, qu'elle coûte aujourd'hui 0,8 euro, quel est l'équivalent en euros de la somme versée ? Qu'en déduisez-vous ?
- 2-6 Monsieur Grosjean a échangé son or contre des billets de banque. D'après vous, sous quelle forme pouvait se présenter son or ? Pourquoi reçoit-il un bon ?
- 2-7 Comparez le document 1 avec l'affiche ci-dessous : quels éléments sont semblables ?
En sachant que cette affiche date d'octobre 1918, expliquez pourquoi on y parle de « triomphe ».



Réponses

1- Décrire les documents

1-1 Présentez le document 1 : nature, date, contexte, organisation.

Le document 1 est une affiche couleur signée A. Robaudi. Elle a été créée à l'occasion du 2e emprunt de Défense nationale, en 1916. Au centre, siège le personnage principal de la scène : il s'agit d'une femme casquée, drapée aux couleurs de la France. Une foule se presse à ses pieds en lui tendant de l'argent. Dans son dos et à sa droite, deux personnages en mouvement - un haut-relief et un enfant - animent la scène. Un slogan est gravé dans la pierre : « en avant, armée de l'épargne, c'est pour la patrie ».

1-2 Décrivez le personnage central (vêtements, attitude) : qu'est-ce qu'il symbolise ?

Citez deux exemples de la vie courante où l'on retrouve ce personnage.

Le personnage central domine la scène du haut de quelques marches. C'est une femme casquée, sa posture est majestueuse et sereine, elle tend les mains devant elle. Elle porte pour seul vêtement le drapeau français, bleu, blanc, rouge. Cette femme est Marianne, symbole de la République. Aujourd'hui, on peut trouver une Marianne sur les timbres-poste et sur les pièces de 1, 2 et 5 centimes d'euros. On trouve aussi fréquemment un buste de Marianne dans les mairies françaises.

1-3 Décrivez les personnages de la foule (âges, vêtements) ?

Sont-ils tous issus des mêmes classes sociales ?

La foule se pressant aux pieds de Marianne est très disparate : on repère en premier lieu une petite fille, assise sur les marches. Elle porte des vêtements raffinés. Vient ensuite un paysan en blouse bleue, suivi d'une ouvrière aux vêtements très simples. On observe ensuite un jeune employé coiffé d'un chapeau noir puis un individu portant un canotier, probablement un bourgeois. A l'arrière plan, les personnes se confondent : on devine un chapeau haut-de-forme, des casquettes, des bonnets. Toutes les classes de la société sont représentées : rurales et urbaines, riches et pauvres.

1-4 Décrivez le document 2 : nature, date, origine. Quel est le montant du versement ?

Le document 2 est un bon attestant un échange d'or contre des billets de banque. Il a été émis par la Banque de France et remis à M. Grosjean le 4 janvier 1917. Le versement s'élève à 800 francs.

2- Analyser les documents

2-1 Que symbolise le haut-relief de l'Arc de Triomphe ? Que trouve-t-on sous l'Arc de Triomphe aujourd'hui ?

Le haut-relief derrière Marianne est « le départ des volontaires en 1792 », œuvre du sculpteur François Rude, qui orne l'une des piles de l'Arc de Triomphe, du côté des Champs-Élysées. Cette sculpture, réalisée vers 1835 a été commandée sous Louis-Philippe qui souhaitait donner à l'Arc de Triomphe (commencé par Napoléon) un décor fédérateur, dans lequel chacun pouvait se reconnaître. L'œuvre représente la Victoire, interprétée comme une allégorie de la patrie, conduisant le peuple, jeunes et vieux, au combat pour la liberté. Le langage utilisé par le sculpteur s'inspire clairement du style antique. Cette œuvre a connu une telle notoriété qu'elle est aujourd'hui plus connue sous le nom de « Marseillaise ». Aujourd'hui, sous l'Arc de Triomphe, se trouve la tombe du soldat inconnu, installée le 11 novembre 1920. Il s'agit d'un soldat non identifié, mort lors de la bataille de Verdun, et qui symbolise tous les soldats tués au cours de la guerre. En 1923, la flamme du souvenir est allumée. Ravivée tous les soirs à 18h30, elle perpétue le souvenir des combattants qui ont donné leur vie pour défendre leur pays.

2-2 *Que représente le petit garçon assis à la droite de Marianne ? Quels sont ses attributs ?*

Le très jeune garçon assis à côté de Marianne est nu, il tire un glaive et porte un casque. Il s'apparente aux angelots et chérubins de la peinture romantique. L'épée qu'il s'apprête à tirer tend à montrer que lui aussi est prêt pour le combat. Le casque qu'il porte est celui d'un Poilu. Cet enfant, que certains interprètent comme l'enfant Jésus au pied de sa mère, évoque l'adhésion infaillible que la nation tout entière doit être prête à offrir pour assurer la victoire. Il évoque également l'avenir de la société : chaque parent doit s'émouvoir de cette image et s'investir pour donner aux générations futures des jours meilleurs.

2-3 *Pourquoi le slogan parle-t-il d'« armée de l'épargne » ? Quelle idée veut-on faire passer ?*

L'expression « armée de l'épargne » englobe la société dans son ensemble. Ceci est clairement figuré par la diversité sociale des personnes souscrivant à l'emprunt. Le parallèle est évident avec l'armée des soldats qui combat. L'idée est ici d'assimiler le rôle de l'arrière à celui du front, de donner une valeur égale à leurs engagements respectifs.

2-4 *Pourquoi les personnes venues apporter leur argent sont-elles si différentes ?*

Les personnes venues apporter leur argent représentent toutes les catégories de la population. Cette variété indique très clairement que chacun doit se sentir concerné par cet appel à l'emprunt, et plus généralement, par la solidarité nationale. Aucune personne ne doit s'imaginer que l'emprunt ne la concerne pas : toute souscription, même minimale, est un acte patriotique important. Au premier plan figure un paysan : la paysannerie de l'époque, frange de population la plus représentée, est souvent critiquée pour former des pécules sans les placer. A ce titre, les paysans sont une cible de premier ordre dans les appels à l'emprunt.

2-5 *Le versement de M. Grosjean s'élève à 800 francs. En sachant qu'une baguette de pain (250 g) coûtait à l'époque 0,12 franc, qu'elle coûte aujourd'hui 0,80 euro, quel est l'équivalent en euros de la somme versée ? Qu'en déduisez-vous ?*

800 francs permettaient d'acheter environ 6 600 baguettes de pain en 1916. A raison de 0,8 € la baguette aujourd'hui, cela représente environ 5 300 €. Cette somme est très importante, elle a été versée en or. On peut déduire que M. Grosjean était une personne aisée et disposait d'économies substantielles.

2-6 *Monsieur Grosjean a échangé son or contre des billets de banque. D'après vous, sous quelle forme pouvait se présenter son or ? Pourquoi reçoit-il un bon ?*

L'or échangé par M. Grosjean pouvait se présenter sous forme de pièces de monnaie (Louis d'or par exemple) ou peut-être de lingots mais la forme la plus répandue était certainement les bijoux. Le bon qui est remis à M. Grosjean a deux fonctions : la première, administrative, pour attester de son versement. La seconde, très symbolique, comme marque de son patriotisme et du geste qu'il vient de faire pour la nation.

2-7 *Comparez le document 1 avec l'affiche : quels éléments sont semblables ? En sachant que cette affiche date d'octobre 1918, expliquez pourquoi on y parle de « triomphe ».*

Les deux affiches utilisent l'image de l'Arc de Triomphe et notamment la sculpture de François Rude, « le départ des volontaires en 1792 ». Cette affiche a, elle aussi, été réalisée pour inciter la population à souscrire à un nouvel emprunt national. On y voit défiler l'armée française, rejointe par les troupes révolutionnaires et napoléoniennes. Là aussi, la Victoire exhorte le peuple à la suivre et à se battre pour la patrie. Dès le mois d'août 1918, l'armée allemande montre de graves signes de faiblesse : dépassement technique, épuisement des troupes. L'apport démographique de l'armée américaine et sa participation massive à la grande contre-offensive de l'automne pèsent lourdement en faveur des Alliés. Les défaites allemandes se succèdent et s'accroissent en septembre-octobre : on sent que la victoire est désormais proche, le « triomphe » est à portée de main. Il ne sera total qu'au prix d'un dernier effort. L'emprunt de 1918 ou emprunt de la Libération, a rapporté 27 milliards de francs.

Pour aller plus loin / 1 : l'or français menace le soldat allemand



AMM - 16 Fi 993

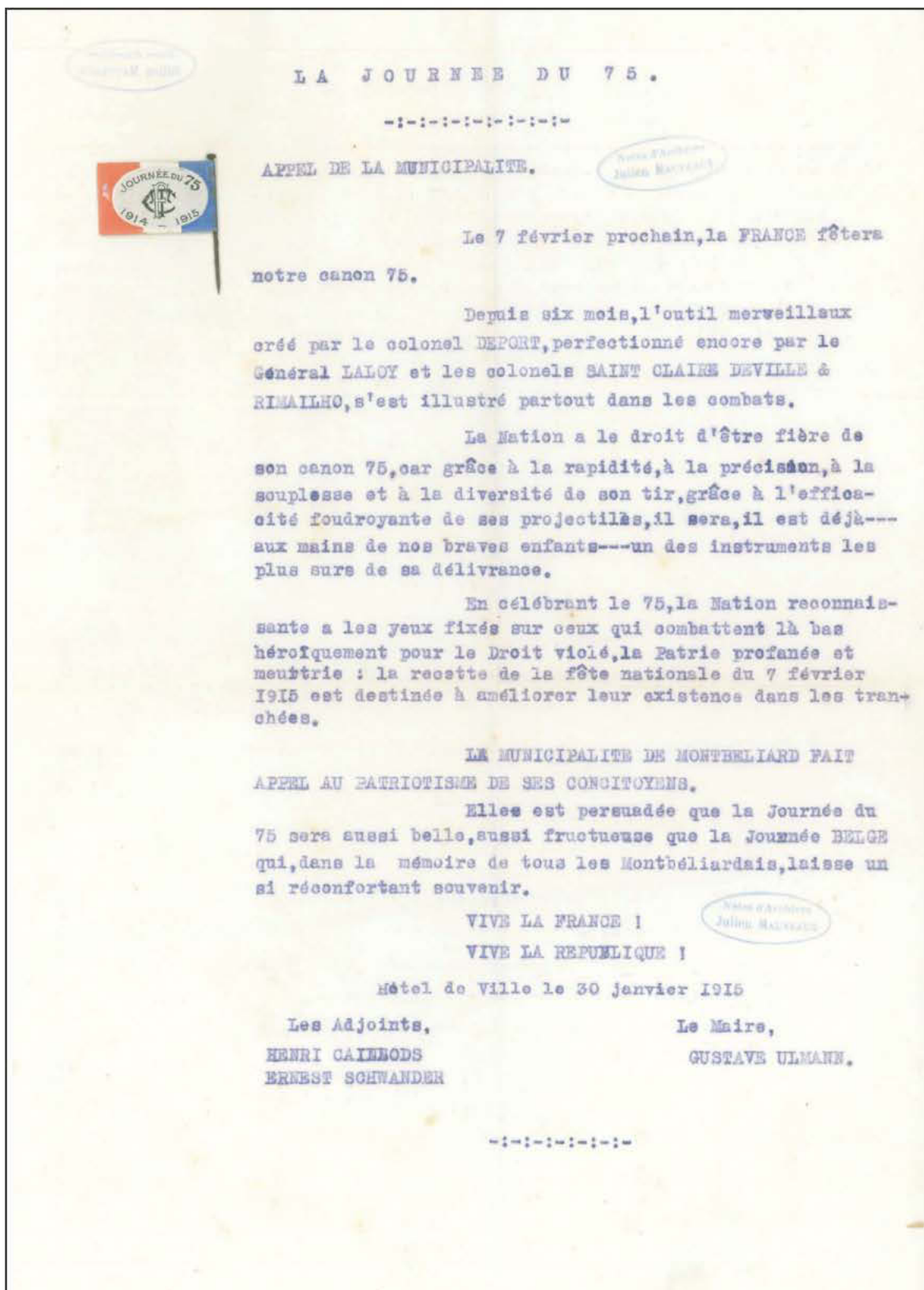
Pour aller plus loin / 2 : appel à l'emprunt en Russie



« Dépêchez-vous de souscrire aux emprunts de guerre pour écraser l'ennemi ».
Samenov, 1916
Collection J. Bodenschatz

II. Les journées de solidarité

Document d'étude / 1 : l'appel de la municipalité pour la journée du 75



Document d'étude / 2 : programme de la 2ème journée montbéliardaise

THÉÂTRE DE MONTBÉLIARD
A la Demande Générale

2^e Journée Montbéliardaise
 AU PROFIT DES
SOLDATS MONTBÉLIARDAIS

Samedi 4 Septembre, à 8 heures 1/2 du soir
 Dimanche 5 Septembre, à 3 heures de l'après-midi

GRAND CONCERT
avec le Concours de
 Madame EYRA, des Théâtres de Bordeaux, Nice et Liège
 Mademoiselle BARRET, Soprano des Grands Concerts de Monte-Carlo
 Mademoiselle HOLLIGER, Soprano
 Monsieur MIRÈS, des Théâtres de Genève, Bordeaux et Nice
 Monsieur GARITTE, des Théâtres de Bordeaux, Nice et Liège
 Et les Artistes Montbéliardais

PROGRAMME :

MANON
 Scène de SAINT-SULPICE — Musique de MASSENET

LA MARSEILLAISE
 Œuvre Lyrique en 1 Acte, de Lucien LAMBERT

Scènes de « Roméo et Juliette »
 Musique de GOUNOD

PRIX DES PLACES : Premières Galeries, 3 fr. — Pourtour, 2 fr.
 Parterre, 1 fr. — Deuxièmes Galeries, 0 fr. 50. (Location, 0 fr. 50).

La Location sera ouverte à la Maison le Jeudi 2 Septembre, de 8 heures à midi et de 2 heures à 5 heures du soir pour la Représentation du Samedi, et le Vendredi aux mêmes heures pour la Représentation du Dimanche. — La Représentation du Dimanche ne commencera pas avant l'Arrivée des Trains.

Montbéliard. — Société Anonyme de l'Impression de la Région

AMM - 16 Fi 964

Description des documents

Ces documents sont un aperçu des supports réalisés à l'occasion de journées de solidarité organisées en 1915.

Le 7 février 1915 est organisée la « journée du 75 » : dédiée à l'une des armes les plus célèbres de la guerre – le canon de 75 mm – sa recette doit être utilisée pour améliorer le quotidien des soldats au front. Ici, la municipalité de Montbéliard lance un appel aux habitants les conviant à participer à cette journée.

A ces opérations d'envergure nationale s'ajoute une initiative strictement locale : « la journée montbéliardaise » ayant pour objectif de collecter des fonds en faveur des soldats de Montbéliard. La « 2ème journée montbéliardaise » eut lieu les 4 et 5 septembre 1915.

Contexte

L'économie de guerre qui se met peu à peu en place au cours de l'année 1915 a dû improviser, recourir à des dispositifs inédits pour collecter un maximum de fonds. L'impréparation des budgets a obligé l'État à utiliser toutes les sources de financement possibles : emprunts intérieurs et extérieurs, mobilisation de l'or, escomptes de la Banque de France, impôts... Les fonds ainsi réunis ont permis de régler des dépenses strictement liées à la conduite de la guerre : armement, équipement des troupes, ravitaillement.

Mais les moyens énormes mis en œuvre par les États ne pouvaient prendre en considération toutes les nouvelles formes de vie ou de survie nées du conflit : si les conditions de vie au front viennent immédiatement à l'esprit, il y a des groupes de population dont le quotidien est totalement bouleversé – c'est le cas par exemple des ressortissants de pays ou régions occupés (Belges, Serbes, Alsaciens-Lorrains...) – ou d'autres catégories qui sont apparues avec la guerre : orphelins, veuves, mutilés...

Afin de pallier les manques de moyens des gouvernements mais également de combler des lacunes dans la prise en charge des épreuves de la guerre, les populations des pays belligérants ont été largement sollicitées pour venir en aide aux plus démunis : en plus de l'effort d'épargne qu'on leur demande de fournir via les emprunts nationaux, on compte sur leur générosité pour faire des dons d'argent.

Analyse

En France, la bonté des habitants a été mise à contribution à l'occasion de « journées nationales » thématiques ayant vocation à récolter des fonds : on organise des quêtes, des tombolas, des spectacles et des appels aux dons. Les journées nationales sont destinées à venir en aide à certaines catégories de civils (orphelins, veuves, populations des régions occupées...) et aux soldats combattants au front.

La grande majorité des « journées » s'est déroulée au cours de l'année 1915, alors que peu à peu, l'opinion publique prend conscience d'une guerre longue et difficile : à ce moment plus que jamais, il est nécessaire de rassembler les esprits et les cœurs. L'organisation de ces journées, bien qu'initiées à l'échelle de tout un pays, était confiée localement à des comités de bénévoles.

La première journée nationale est organisée au profit de la Belgique « qui préféra l'invasion au déshonneur et nous fit rempart de son corps » (J. Mauveaux, *Montbéliard pendant la Grande Guerre*). Cette journée, réalisée le 20 décembre 1914, donne lieu à un concert au théâtre de Montbéliard et à une tombola. Les montbéliardais ont donné près de 4 000 francs.

Si les journées ciblent généralement des catégories de population, la « journée du 75 » célèbre un symbole très particulier de la guerre : le « 75 » est le premier canon de campagne à tir rapide (jusqu'à 20 coups par minute). Créé par le Commandant Deport et mis en service dès

1898, il fut construit à plus de 17 000 exemplaires pendant la Première Guerre. L'innovation de ce canon réside dans son cylindre de recul qui absorbe l'énergie du tir et permet de ramener le canon rapidement en position, économisant ainsi un temps précieux, jusqu'alors nécessaire pour viser à nouveau. Arme majeure de l'armée française, il joue un rôle déterminant lors des batailles de la Marne en 1914 ou de Verdun en 1916 qui le rendent particulièrement estimé, jusqu'à parfois devenir objet de culte. Le « 75 » fut encore utilisé en 1940 et pendant la guerre l'Algérie.

La « journée du 75 » est créée par le Touring-Club de France, association fondée en 1890 et ayant initialement vocation à favoriser le développement touristique de la France. Le Touring-Club de France institue « l'œuvre du soldat au front » qui est chargée de collecter un maximum d'argent pour envoyer des biens et des denrées diverses aux soldats : l'objectif de la mobilisation est d'améliorer le quotidien des combattants ; de leur faire oublier, avec quelques petits réconforts, les terribles conditions de vie qui sont les leurs.

Le 7 février 1915, dans toutes les villes de France, des enfants sillonnent les rues avec des corbeilles d'insignes et des tirelires pour récolter l'argent. Plusieurs sujets sont proposés à la vente : médailles métalliques, insignes colorés sur carton à porter à la boutonnière, petits drapeaux à épingler... A cette quête s'ajoutent souvent des représentations théâtrales dont les recettes viennent compléter les fonds collectés.

A Montbéliard, la vente d'insignes et les entrées aux deux spectacles donnés au théâtre municipal totalisent une recette de 2 850 francs. Le succès de la journée du 7 février 1915 a conduit les organisateurs à en proposer une seconde 7 jours plus tard, le 14. Si la campagne de promotion de cette journée et la diversité des objets mis en vente sont une initiative nationale, les pouvoirs locaux n'ont pas manqué de s'investir eux-aussi dans cette entreprise, jouant ainsi parfaitement leur rôle de médiateur, d'intermédiaire entre la population et l'État. Les communes sont un relais extrêmement précieux pour le Gouvernement : leur légitimité issue du peuple et leur proximité avec les administrés en font des institutions estimées, dont les requêtes sont généralement bien acceptées des habitants. Ici, l'appel de la municipalité aux Montbéliardais pour la « journée du 75 » est un éloge à la gloire du canon et, indirectement, à tous ceux qui feront preuve de générosité. Une fois de plus, la fibre patriotique des montbéliardais est très clairement ciblée : c'est au nom d'un symbole national, dans lequel chacun se reconnaît, que la charité de tous est sollicitée.

En parallèle à ces journées nationales, la municipalité de Montbéliard a souhaité organiser des manifestations au profit des montbéliardais impliqués dans la guerre : soldats au front ou prisonniers. « Nous avons largement payé notre tribut aux œuvres nationales, mais nous ne devons pas oublier notre petite patrie [...] ; il ne faut pas qu'un seul Poilu montbéliardais se sente abandonné. » (appel public du Comité des Fêtes, juillet 1915). La première « Journée montbéliardaise » eut lieu les 17 et 18 juillet 1915. Au programme : représentations théâtrales par des écoliers, œuvres lyriques, concerts. Le succès fut tel – « succès sans précédent [...] ; salle en délire [...] ; l'enthousiasme a été à son comble [...] » (*L'Union Républicaine*, 1^{er} août 1915) – qu'une nouvelle journée fut donnée les 4 et 5 septembre. Les recettes ont permis d'envoyer des colis aux soldats et de distribuer de l'argent aux permissionnaires.

Ces journées montbéliardaises sont chargées de symboles. Elles reflètent d'une part l'impact de la politique nationale de communication visant à faire accepter cette guerre comme une épreuve nécessaire : l'échelon local démontre ici son adhésion totale à la stratégie de l'État en reprenant et en adaptant, de sa propre initiative, un concept national. D'autre part, les journées montbéliardaises, parce qu'initiées par la municipalité, sont un levier politique fort : l'équipe municipale en place a tout à gagner en faisant la preuve, auprès des montbéliardais, de son engagement, de sa détermination, de son patriotisme sans faille. Enfin, on peut relever que les populations, bien qu'attachées à l'ensemble des troupes combattant au front, conservent une affection et une estime très marquées pour les « enfants du pays ». Les individus sont d'autant plus réceptifs et émus que les victimes leur sont proches, que les visages sont connus.

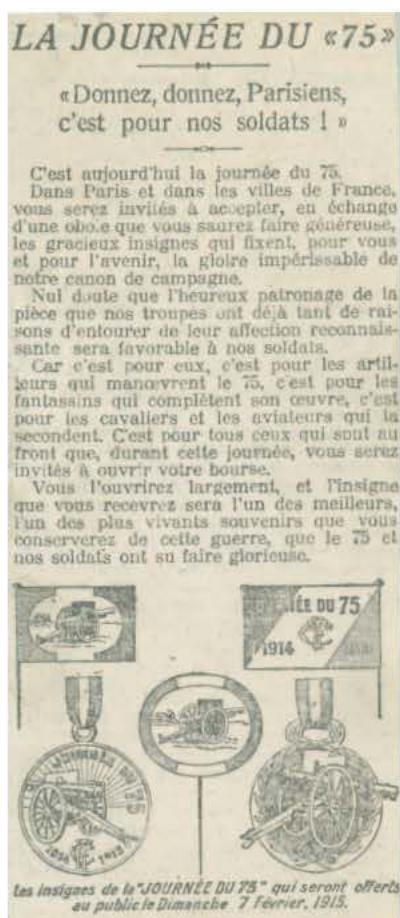
Activités élèves

1- Décrire les documents

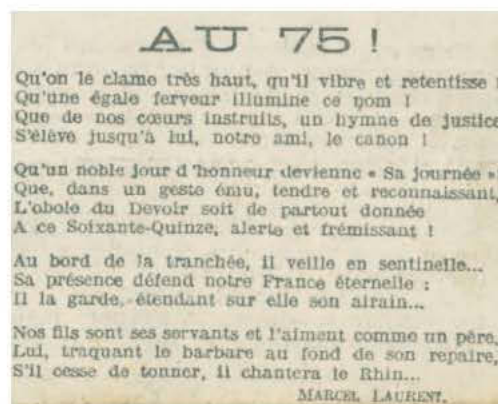
- 1-1 Présentez le document 1 : nature, date, contexte, auteur.
- 1-2 Soulignez en rouge les mots ou expressions évoquant une arme de guerre et en vert les qualificatifs qui s'y rapportent.
- 1-3 Document 2 : quel est le titre de la manifestation, les dates, le lieu ?
- 1-4 Quel est le programme des spectacles ? Qui sont les comédiens ? Que concluez-vous sur la qualité de la représentation ?

2- Analyser les documents

- 2-1 Pourquoi, d'après-vous, valorise-t-on ainsi un canon ?
- 2-2 A quoi doivent servir les recettes de la journée du 75 ?
- 2-3 Quel est le ton employé pour inciter les montbéliardais à donner leur argent ? Pourquoi ?
- 2-4 Lisez l'article ci-dessous : à qui s'adresse-t-il ? Est-il différent de l'appel lancé aux montbéliardais ? Pourquoi ?



Le Matin - 7 février 1915
AMM - 21 S 5/70



Le Matin - 7 février 1915
AMM - 21 S 5/70

2-5 D'après l'affiche, pourquoi organise-t-on une « 2ème journée montbéliardaise » ?
 Qu'est-ce que cela signifie ?

2-6 Les prix des places du spectacle varient de 0.5 franc à 3 francs, soit un rapport de 1 à 6 :
 qu'en concluez-vous ?

2-7 Observez ces insignes créés pour la « journée du Poilu ». Quels sont les qualités données
 aux soldats ? A quoi devait servir cette journée ?



AMM - 21 S 5/70

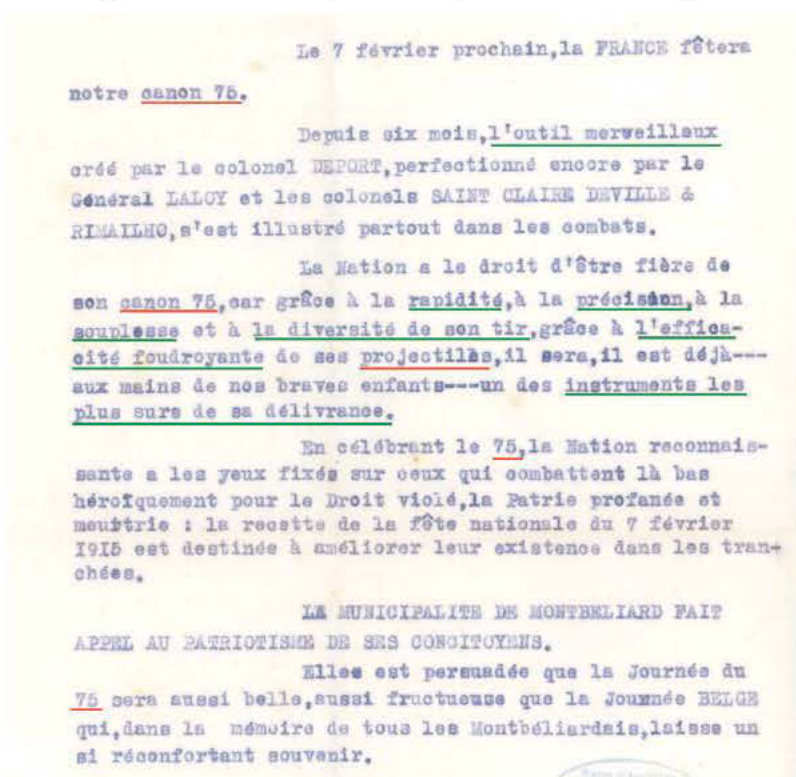
Réponses

1 - Décrire les documents

1-1 Présentez le document 1 : nature, date, contexte, auteur.

Le document 1 est un appel lancé par la municipalité de Montbéliard (le maire et le conseil municipal) le 30 janvier 1915, soit 6 mois environ après le début de la guerre. L'appel est lancé auprès des habitants pour les inciter à participer à une journée de solidarité, organisée le 7 février.

1-2 Soulignez les noms et adjectifs évoquant des armes de guerre.



1-3 Document 2 : quel est le titre de la manifestation, les dates, le lieu ?

La manifestation s'intitule « 2ème journée montbéliardaise au profit des soldats montbéliardais ». Elle a lieu les 4 et 5 septembre 1915 (l'année n'est pas précisée sur l'affiche) au théâtre de Montbéliard.

1-4 D'après le programme et l'origine des comédiens, concluez sur la qualité de la représentation.

Le spectacle est un « grand concert » proposant plusieurs œuvres classiques ou parties d'œuvres : « Manon » de Jules Massenet, « la Marseillaise » de Lucien Lambert et des scènes de « Roméo et Juliette » de William Shakespeare. On note la participation d'artistes montbéliardais mais surtout la présence d'artistes venant de grandes villes françaises et étrangères : Bordeaux, Nice, Liège, Genève et Monte-Carlo. La variété des œuvres jouées ainsi que la provenance des artistes démontrent un spectacle de grande qualité.

2- Analyser les documents

2-1 Pourquoi valorise-t-on ainsi un canon ?

L'artillerie constitue une arme essentielle de la Première Guerre mondiale. La guerre de position qui s'établit dès l'automne 1914 donne en effet un ascendant capital aux armes défensives, au canon en particulier. A l'époque, la France disposait d'un canon rapide et

léger, nettement supérieur au Krupp allemand. Ce canon, grâce à un système de freins performant, permettait un tir rapide (jusqu'à 20 coups à la minute). Il était un appui indispensable pour l'avancée de l'infanterie. C'est parce qu'il s'est révélé être une arme incomparable et unique que le canon de 75 mm a suscité tant d'intérêt. La bataille du moral des soldats au front et des populations à l'arrière s'est servie de tous les prétextes de satisfaction: les performances du « 75 » en ont largement fait partie. L'appel du maire de Montbéliard assimile le travail du canon à celui des soldats :

En célébrant le 75, la Nation reconnaissante a les yeux fixés sur ceux qui combattent là bas héroïquement pour le Droit violé, la Patrie profanée et meubrie

2-2 A quoi doivent servir les recettes de la journée du 75 ?

D'après l'appel de la municipalité, les recettes de la journée du 75 doivent servir à « améliorer leur existence - celle des combattants - dans les tranchées »: envoi de nourriture, vêtements, tabac, sucreries, papier à lettres...

2-3 Quel est le ton employé pour inciter les montbéliardais à donner leur argent ? Pourquoi ?

Le ton de l'appel est enthousiaste, passionné; le vocabulaire est enjoué: « fête », « merveilleux », « instrument de la délivrance », « célébrant », « belle », « fructueuse », « reconfortant ». Ce langage, volontairement optimiste, est utilisé pour susciter un élan patriotique et engager les populations à donner le maximum d'elles-mêmes. La stimulation positive des habitants doit contrecarrer tout sentiment défaitiste. C'est dans le dynamisme, l'adhésion à la certitude de vaincre que se gagne une grande part de la guerre.

2-4 A qui s'adresse l'article ? Est-il différent de l'appel lancé aux montbéliardais ? Pourquoi ?

Cet article est paru dans *Le Matin* du 7 février 1915, édition de Paris: « donnez, donnez parisiens, c'est pour nos soldats ». L'article inclut la reproduction des insignes mis en vente lors de la journée du 75 ainsi qu'un poème écrit à la gloire du canon. Le ton de cet article est aussi enthousiaste que l'appel lancé aux montbéliardais. Ainsi, quelle que soit l'origine de l'information - officielle par la voix du maire ou transcrite par les journalistes -, quel que soit le lieu - Montbéliard ou Paris - l'objectif reste identique: convaincre les populations de l'importance cruciale de leur générosité, les faire adhérer à un élan populaire national.

2-5 Pourquoi organise-t-on une « 2ème journée montbéliardaise » ?

Cette 2ème journée est organisée « à la demande générale » signifiant que la 1ère journée, donnée les 17 et 18 juillet 1915, a rencontré un vif succès qui peut s'analyser selon deux perspectives: d'une part, les populations semblent résolues à faire des sacrifices pour soutenir, selon leurs moyens, l'effort national. D'autre part, on peut avancer que les spectacles jouaient un rôle reconfortant pour les populations qui, le temps d'un concert, pouvaient oublier les souffrances de la guerre. Ces représentations étaient d'ailleurs très mal perçues par les soldats en permission qui voyaient l'arrière s'amuser et danser alors qu'ils étaient au front.

2-6 Analysez l'amplitude du prix des places.

La fourchette de prix des places est très large, entre 0,5 et 3 francs. Ceci signifie que les organisateurs avaient à cœur de permettre à tout un chacun d'assister au spectacle, aux revenus les plus modestes comme les plus aisés.

2-7 Quelles sont les qualités du Poilu véhiculées par ses insignes ? A quoi sert la journée du Poilu ?

Les insignes créés pour la journée du Poilu utilisent tout le panel des symboles patriotiques constamment maniés par l'État et sa politique de propagande: le Poilu - héroïque, valeureux, le fusil épaulé, n'ayant peur d'aucun danger, prêt à payer de son sang la liberté de son pays -, le drapeau tricolore, Marianne ou encore le canon de 75. La journée du Poilu des 25 et 26 décembre 1915 entérina l'expression « Poilu » dans le langage commun. Désignant avant-guerre les soldats de l'armée d'Afrique, ce vocable fut désormais utilisé pour désigner tous les combattants français.

Pour aller plus loin / 1 : le soutien aux civils



AMM - 16 Fi 1010

Pour aller plus loin / 2 : la première journée du Poilu, 31 octobre - 1er novembre 1915



AMM - 16 Fi 1379

A la loupe / rubrique proposée par Françoise CARDINAUX, professeur détaché aux Archives

Comment les manifestations de solidarité renforcent-elles l'incompréhension mutuelle entre soldats et civils ?

1. Un manque d'informations sur la vie au front.

La population peut difficilement imaginer la vie des soldats au front car la presse la désinforme. On constate la quasi absence de reportage sur les combats, les nouvelles données par les communiqués militaires sont laconiques.

Dans ces communiqués, les soldats ne sont pas considérés sous une approche individuelle mais toujours à l'intérieur d'un corps: il s'agit d'une approche corporatiste liée à la tradition militaire.

Quant aux lettres des soldats qui sont des lettres personnelles, émanation d'individus, elles sont censurées. Les soldats ne bénéficient donc pas d'une liberté d'expression personnelle ce qui les exclut du reste de la société.

2. Des lieux de sociabilité très surveillés.

Lors des permissions, loin de l'encadrement militaire, les soldats se sentent coupés de l'univers qui les entoure. Les cafés, lieux traditionnels de sociabilité, ne peuvent constituer des lieux d'échange entre les soldats et la population civile: beaucoup sont fermés faute de tenancier, tous sont soumis à la réglementation leur imposant des heures d'ouverture très limitées. Dès août 1914, la vente d'alcool aux militaires est interdite en soirée.

*« Sauf le soir, où quelques personnes s'y donnaient rendez-vous pour parler de la guerre, les salles des cafés les mieux achalandés en temps normal restaient vides. »*¹

Les représentations ou les images que la population se fait du soldat sont faussées mais des initiatives sont prises pour favoriser leur réintégration dans la société civile: elles viennent d'une part de leur famille et d'autre part des manifestations de solidarité de la population de Montbéliard.

3. La famille, première structure intermédiaire pour rétablir le lien entre les soldats et la société civile.

Par l'envoi de vêtements chauds, accessoires de toilette ou autres douceurs, le paquet du soldat permet de réintégrer les soldats dans un mode de vie normal: par des soins quotidiens ou la satisfaction de besoins primaires mis à mal au front, le paquet procure aux combattants ce que l'administration militaire ne fournit pas.

Par ailleurs, certains soldats permissionnaires sans famille, originaires des régions occupées ou trop éloignés pour regagner leur domicile, ont pu bénéficier de l'hospitalité de certains montbéliardais. Ces « chiens errants² » ont été accueillis chez l'habitant ou dans le « foyer du soldat », initiative privée d'une montbéliardaise qui proposait dans son immeuble une salle de jeux, de lecture, un lieu de convivialité. Les soldats y retrouvaient un semblant de vie sociale, cependant limitée à la seule compagnie d'autres militaires.

4. Les manifestations de solidarité créent une société de fête et de divertissement, source d'incompréhension pour les combattants.

L'ironie des soldats confrontés à la vie civile est un trait commun à plusieurs documents d'archives: elle repose sur les différences d'expériences de vie entre le front et la société civile. En voici quelques exemples:

¹ Mauveaux, Julien. *Montbéliard pendant la Grande Guerre*. Honoré Champion, 1920.

² Gustave Hervé dans *la Revue sociale*, 1915.

Excelsior
Collection personnelle Horst Gorlich

Ce dessin repose sur un jeu de mots ironique entre faire un carton à la foire du Trône et faire un carton sur de vrais hommes.



Les remarques déplaisantes des civils contre les soldats sont fréquentes. L'arrière a l'impression que les soldats sont toujours en permission. Dans l'esprit des civils, la guerre est assimilée à une activité où l'on est plus en vacances que lorsque l'on travaille à l'usine. Ils critiquent par ce biais le système de tourniquet mis en place par Pétain qui renouvelle plus souvent les soldats qui sont au front.

— Et alors, on va faire son petit carton ?
— Tu parles, si après on sera marioles pour casser des pipes à la fête du Trône !

AMM - 16 Fi 941



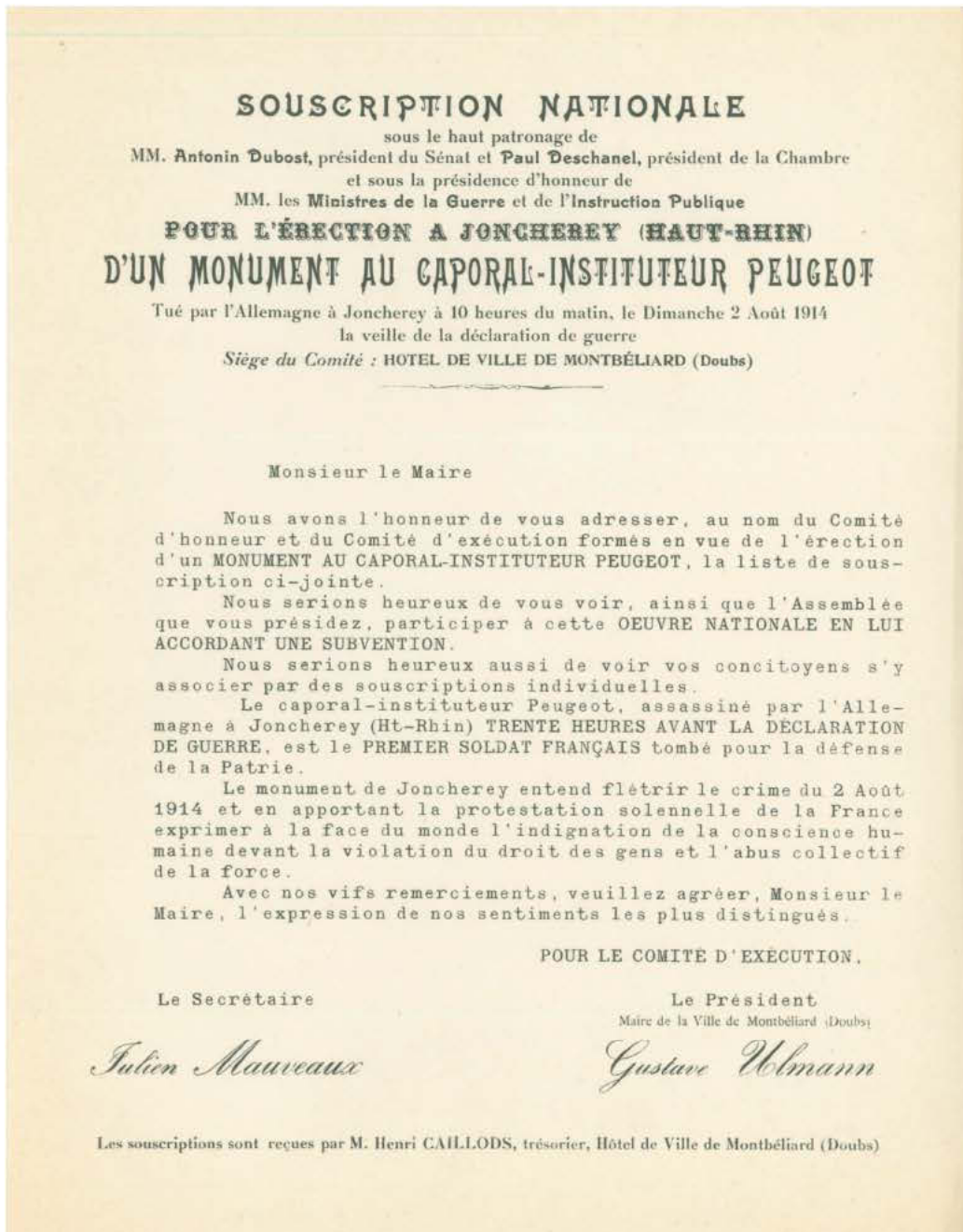
Les différentes manifestations de solidarité organisées pour les Poilus sous la forme de représentations théâtrales, de concerts et autres foires, bien qu'aidant financièrement les soldats, contribuent à creuser un fossé d'incompréhension entre eux et la société civile. Cette incompréhension repose sur une connaissance insuffisante du front qui nourrit les *a priori* des civils.

Le Pays de France, 25 janvier 1917
Collection personnelle Horst Gorlich

En conclusion, les soldats sont dans l'impossibilité de communiquer sur leur expérience de guerre ; dès lors, ils se sentent exclus de la société. C'est la société civile qui va se charger pour eux de manifester sous une forme collective l'expérience de guerre. Il en va ainsi du bouquet du soldat: la reconnaissance des civils pour l'action des combattants ne peut s'exprimer que par delà la mort.

III. Le monument de Joncherey

Document d'étude / 1 : l'appel aux maires



AMM - 2 M 2

Document d'étude / 2 : la violation du Droit par Armand Bloch



AMM - 2 M 2

Description des documents

Le premier document est un appel à souscrire destiné aux maires des communes de France, il est diffusé à partir de 1915 par le comité d'exécution du monument au caporal Peugeot, siégeant à Montbéliard. Le texte invite les communes à donner une subvention pour l'érection d'un monument et les maires à encourager les souscriptions individuelles de leurs administrés. L'appel est signé par le secrétaire du comité, Julien Mauveaux et le président, qui est aussi le maire de Montbéliard, Gustave Ulmann.

Le second document est un projet proposé par le statuaire Armand Bloch pour figurer sur le monument : il s'agit d'un haut-relief intitulé « la violation du Droit » symbolisant à la fois la profanation de la frontière par l'escouade du sous-lieutenant Mayer et le crime qu'il commit en tuant à bout portant le caporal Peugeot, avant la déclaration de guerre. Le Droit, personnifié en un homme grand et robuste, est poignardé dans le dos par l'Allemagne.

Contexte

Alors que la mobilisation vient d'être ordonnée pour le dimanche 2 août à midi, la France tente encore d'éviter le conflit et fait reculer ses troupes 10 km en arrière de la frontière. Le 44^e Régiment d'Infanterie auquel appartient le caporal Peugeot quitte donc sa position en bordure de la frontière suisse pour se baser à Joncherey, le 1^{er} août. Le 2 août 1914, le caporal Jules André Peugeot, jeune instituteur de 21 ans originaire d'Etupes, reçoit l'ordre d'y établir un poste de surveillance.

Ce même jour, le sous-lieutenant allemand Camille Mayer reçoit l'ordre de passer la frontière et de partir en éclaireur en direction de Delle. Il est à la tête d'une patrouille de 7 ou 8 cavaliers. En passant à cheval devant le poste de surveillance tenu par le caporal Peugeot et quatre autres soldats, le sous-lieutenant Mayer passe outre les sommations des Français et ouvre le feu à trois reprises sur le caporal Peugeot qui s'effondre, mortellement touché. Mayer s'effondre à son tour quelques mètres plus loin, atteint par les balles françaises. Les premières victimes du conflit viennent de tomber.

En 1915 émerge l'idée d'ériger un monument à la mémoire du caporal Peugeot. Une souscription nationale puis internationale doit permettre de collecter des fonds pour réaliser cette entreprise. Le 16 juillet 1922, le monument est inauguré en présence de Raymond Poincaré, alors Président du Conseil et Président de la République de 1913 à 1920.

Analyse

La mort du caporal Peugeot, ce « premier sang versé par l'Allemagne » eut un retentissement sans précédent : le forfait, car commis avant la déclaration de guerre, déroge à tous les codes d'honneur militaires. C'est un assassinat et non un fait de guerre, largement dénoncé comme une « violation du droit des gens », « un crime ». Tous les écrits de l'époque insistent d'ailleurs très longuement sur le fait que la mort de Peugeot est intervenue « plus de trente heures avant la déclaration de guerre. »

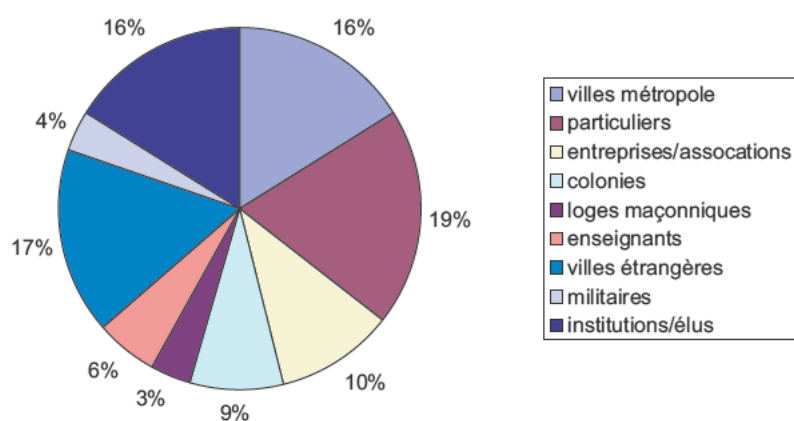
Le comité d'exécution du monument est créé officiellement le 6 juillet 1916. Il est placé sous le haut patronage du président du Sénat, du président de la Chambre de Députés, des ministres de la Guerre et de l'Instruction publique et de nombreuses personnalités politiques. Gustave Ulmann, maire de Montbéliard en est le président, Julien Mauveaux – par ailleurs chargé de la rédaction du *Livre d'Or des Héros montbéliardais* – en est le secrétaire. Le comité compte alors une cinquantaine de membres: négociants, commerçants, industriels, personnalités politiques, religieuses, fonctionnaires...

Dès 1915, une souscription nationale puis internationale est organisée. Des appels à souscrire sont composés en fonction de leurs destinataires: maires des communes de France, députés, sénateurs, villes des pays alliés, colonies, presse, loges maçonniques (le caporal était petit-fils de franc-maçon), associations, entreprises, particuliers.

Julien Mauveaux rédige également des brochures visant à faire connaître le plus largement possible l'ouverture de la souscription. Ces documents sont écrits en plusieurs langues: anglais, français, latin, espéranto et ido (langue issue de l'espéranto). De nombreux articles paraissent dans la presse locale et nationale, généraliste et spécialisée. La très large publicité réservée à cette souscription produit un grand élan de sympathie, à travers le monde entier. Les souscripteurs sont issus de toutes les classes sociales, de toutes les professions. Leur obole, parfois importante, reste toutefois modeste, voire très modeste: 5 francs, 2 francs ou même 1 franc. A titre de comparaison, 1 kg de pain coûte 0,45 franc fin décembre 1915.

Au final, la réalisation du monument (exécution par Armand Bloch, inauguration, communication, frais divers) a coûté 50 500 francs, ce qui, rapporté au prix du pain, représente aujourd'hui près de 336 000 euros.

Les souscriptions, ouvertes jusqu'en 1922, ont rapporté 45 000 francs. Leur origine se répartit comme suit:



Il est intéressant de noter que le monde enseignant a montré une solidarité importante pour cette œuvre à la mémoire de l'un des leurs. Leur contribution - 6 % du total - est plus importante que celle des militaires (4 %), elle est le double des dons des loges maçonniques (3 %).

Parmi les souscriptions remarquables, on peut relever celles de citoyens américains, collectées par les journaux locaux et totalisant près de 5 000 francs (ce montant est sans doute accru par la prédominance du dollar sur le franc), celles de villes étrangères alliées comme Lisbonne, Bruxelles ou Belgrade qui ont donné chacune 500 francs ou encore celles plus locales des deux sociétés Peugeot de Beaulieu et de Valentigney pour 1 000 francs chacune.

Les souscriptions les plus importantes émanant de communes françaises proviennent à 14 % du Doubs, 10 % de la Haute-Saône, 9 % du Jura et 8 % de l'actuel Territoire de Belfort.

Le monument, une colonne de 10 mètres de hauteur, est réalisé en pierre dure par le statuaire montbéliardais Armand Bloch. Il est placé en face de la maison où est tombé le caporal, à l'endroit exact où est mort le sous-lieutenant Mayer.

Sur la colonne, un médaillon en bronze, auréolé de lauriers, représente le visage du caporal Peugeot ; au sommet, un globe représente le caractère mondial de la souscription ; un haut-relief en bronze symbolise « la violation du Droit » : le Droit, personnifié en un homme robuste et serein, tenant d'une main la balance de la justice et de l'autre le glaive abaissé, est poignardé dans le dos par l'Allemagne, coiffée du casque à pointe et portant de longues nattes. Elle foule au pied les traités de paix conclus en 1871. Sur le socle, quatre plaques de bronze gravé relatent les faits du 2 août 1914 ; au dos du monument, les noms des principales villes qui ont apporté leur soutien à l'érection du monument.

Une devise en latin exprime la raison d'être du monument :

« indocti discant et ament meminisse periti »
« que ceux qui ne savent pas apprennent et que ceux qui savent se souviennent »

Maintes fois reportée, l'inauguration a lieu le 16 juillet 1922, en présence de Raymond Poincaré, Président du Conseil et Président de la République pendant la guerre et en présence de nombreuses personnalités : préfets, députés, sénateurs, élus locaux, militaires... Pendant trois jours, Montbéliard est décorée, pavoisée ; de nombreuses animations sont proposées au public : des jeux, une fête foraine, des concerts, une retraite aux flambeaux, un grand bal, une fête nautique sur l'Allan, un feu d'artifice et, point d'orgue des manifestations, un grand banquet démocratique au Château, sous la présidence de Raymond Poincaré. Le banquet ne rassemble pas moins de 600 convives.

Chaque année jusqu'en 1939, un pèlerinage est organisé par le comité d'exécution du monument sur la tombe du caporal. Le 17 juillet 1940, le monument est dynamité par des soldats allemands. Il n'en reste que le socle. Ce n'est que le 20 septembre 1959 qu'eut lieu l'inauguration du nouveau monument.

Dans cet exemple du monument de Joncherey, ce ne sont pas les sommes dépensées qui sont particulièrement remarquables – le monument aux morts édifié par la ville de Montbéliard au pied du Château a coûté sensiblement la même somme – mais la diversité des souscripteurs, tant sociale que géographique. En effet, au cœur du conflit, alors que les populations sont sollicitées de toutes parts pour aider au financement de la guerre (emprunts, échange de l'or, journées nationales), un petit groupe de fervents patriotes a réussi à faire adhérer à un projet commémoratif une variété innombrable de souscripteurs : de la grande ville de métropole à la plus petite colonie indochinoise, du grand industriel au simple ouvrier, du ministre influent au modeste instituteur. Les dons ont afflué des quatre coins du monde. Le nombre important de souscripteurs, mis en relation avec le caractère généralement modeste des sommes données, montre bien que chacun s'est senti concerné par ce projet et a souhaité, même humblement, participer à cette œuvre collective.

Le véritable ciment, la justification ultime du projet se résume à cette phrase de Julien Mauveaux : *« dénoncer à l'humanité la violation du droit des gens commise au préjudice de la France et montrer aux nations neutres qui était, de la France et de l'Allemagne, le véritable agresseur. »*

Activités élèves

1- Décrire les documents

- 1-1 Document 1 : quelle est la nature de ce document ? A qui s'adresse-t-il ?
- 1-2 Qui sont les personnes qui signent cet appel ? De quelle organisation font-elles partie ?
- 1-3 Relevez dans le texte les passages relatifs à la mort du caporal Peugeot.
- 1-4 Document 2 : décrivez les personnages et la scène qui est en train de se dérouler.
- 1-5 Dans un dictionnaire, cherchez la signification de haut-relief.

2- Analyser les documents

- 2-1 Au-delà de l'hommage rendu au caporal Peugeot, pourquoi est-il si important d'ériger un monument ?
- 2-2 Indirectement, que justifie-t-on avec ce monument ?
- 2-3 Que symbolisent les deux personnages du haut-relief ? Que vous inspire la représentation de l'Allemagne ?
- 2-4 Commentez la devise suivante, figurant au-dessous du haut-relief : « que ceux qui ne savent pas apprennent et que ceux qui savent se souviennent ».
- 2-5 La photo ci-dessous a été prise pendant la Seconde Guerre mondiale : par qui le monument a-t-il pu être détruit ? Pourquoi ?



Photographie mairie de Joncherey

Réponses

1- Décrire les documents

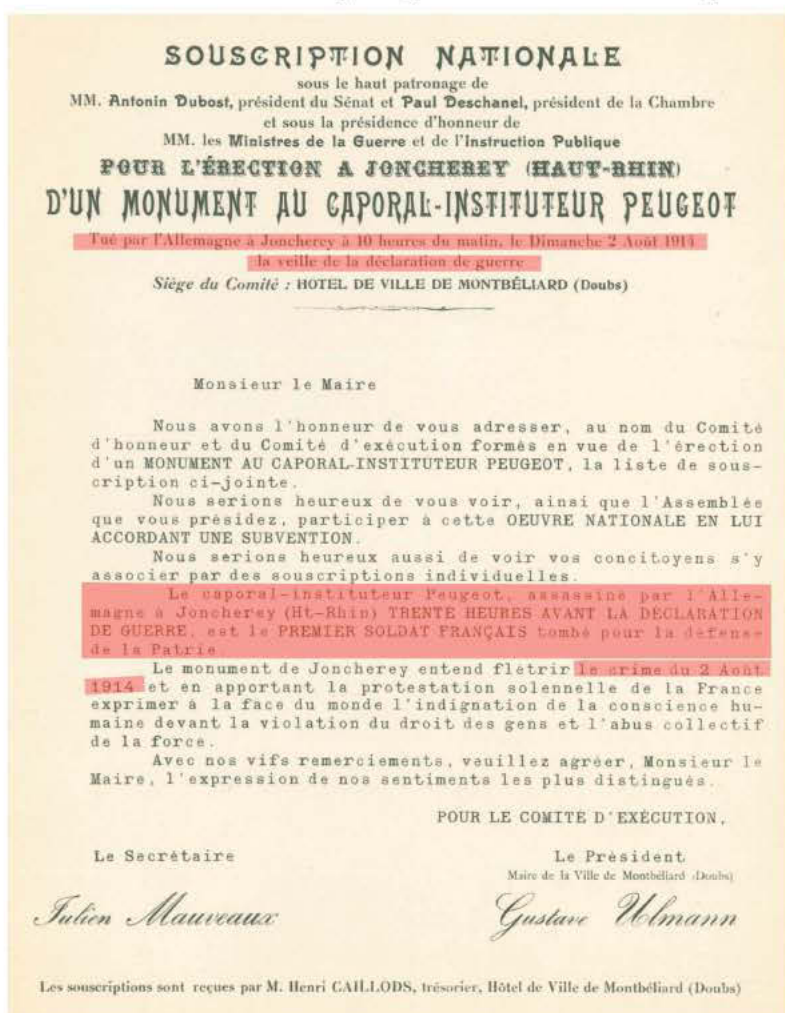
1-1 Document 1 : quelle est la nature de ce document ? A qui s'adresse-t-il ?

Ce document est un appel à souscrire pour financer la réalisation d'un monument à la mémoire du caporal Peugeot. Il est adressé aux maires des communes françaises.

1-2 Qui sont les personnes qui signent cet appel ? De quelle organisation font-elles partie ?

Le document est signé par Gustave Ulmann et Julien Mauveaux, respectivement président et secrétaire du comité d'exécution du monument. A noter par ailleurs que M. Ulmann est également maire de Montbéliard.

1-3 Relevez dans le texte les passages relatifs à la mort du caporal Peugeot.



1-4 Document 2 : décrivez les personnages et la scène qui est en train de se dérouler.

Un homme grand se tient de face, il porte une toge, un glaive dans la main gauche et une balance dans la main droite. A ses côtés, de profil, un homme lui saisit la main gauche et lui porte un coup de poignard dans le dos. Cet homme porte un casque allemand et de grandes nattes.

1-5 Dans un dictionnaire, cherchez la signification de haut-relief.

Le haut-relief est un type de sculpture dont les éléments, bien que nettement saillants, restent intégrés au fond : l'épaisseur des personnages est sculptée aux trois-quarts. Ils sont souvent reliés au fond par le dos ou le flanc.

2- Analyser les documents

2-1 Au-delà de l'hommage rendu au caporal Peugeot, pourquoi est-il si important d'ériger un monument ?

La perpétuation de la mémoire du caporal Peugeot semble bien-entendu la raison essentielle de la construction de ce monument: il a été reconnu officiellement comme étant le premier mort de la Grande Guerre. Mais le message fondamental que le comité d'exécution souhaite faire passer avec ce monument est le non-respect par l'Allemagne du droit et de la liberté des peuples: le meurtre dont a été victime Jules Peugeot est parfaitement scandaleux. L'appel aux maires précise bien cette volonté farouche de dénoncer le comportement de l'Allemagne:

exprimer à la face du monde l'indignation de la conscience humaine devant la violation du droit des gens et l'abus collectif de la force.

2-2 Indirectement, que justifie-t-on avec ce monument ?

Le monument de Joncherey commémore le sang du caporal Peugeot « versé par l'Allemagne » et manifeste l'indignation de tout un pays pour ce qui a été ressenti comme un viol. Indirectement, ce monument justifie tout le sang versé par les soldats français et alliés au cours du conflit pour réparer cette agression et rendre à la France l'aura d'une nation prête à tous les sacrifices pour défendre sa liberté, pour ne jamais se soumettre à l'autorité d'aucune puissance extérieure.

2-3 Que symbolisent les deux personnages du haut-relief ? Que vous inspire la représentation de l'Allemagne ?

Le personnage central, grand et serein, portant un glaive et une balance incarne le Droit: la balance symbolise l'équité de la justice; le glaive, la sanction et la force. Le personnage de droite représente l'Allemagne: casque à pointe, natte, cuirasse avec aigle impérial, croix germaniques sur un grand manteau. L'Allemagne porte un coup de poignard dans le dos du Droit et piétine des traités. De la main gauche, elle retient le glaive de la justice. Cette représentation de l'Allemagne est très caricaturale: on en fait une nation détestable, excessivement violente et lâche à la fois.

2-4 Commentez la devise suivante, figurant au-dessous du haut-relief: « que ceux qui ne savent pas apprennent et que ceux qui savent se souviennent ».

Cette devise résume la raison d'être d'un monument commémoratif: il doit permettre à quiconque d'apprendre les pages importantes de l'histoire et, lorsqu'elles sont connues, il permet d'entretenir le souvenir, de participer à la construction de la mémoire collective.

2-6 La photo a été prise pendant la Seconde Guerre mondiale: par qui le monument a-t-il pu être détruit ? Pourquoi ?

Le monument de Joncherey, érigé en 1922, a été détruit par des soldats allemands le 17 juillet 1940. Pour les troupes d'occupation, les monuments commémoratifs de la Première Guerre étaient les symboles de l'humiliation de la défaite et du traité de Versailles. L'historiographie actuelle s'accorde d'ailleurs à dire que la Seconde Guerre mondiale a germé sur la grande injustice ressentie par l'Allemagne, déclarée responsable du déclenchement du conflit et lourdement punie (perte de l'Alsace et de la Lorraine, des colonies africaines, démilitarisation, occupation militaire par les Alliés...)

Pour aller plus loin / 1 : les visages du monument



Le projet d'Armand Bloch
AMM - 2 M 2



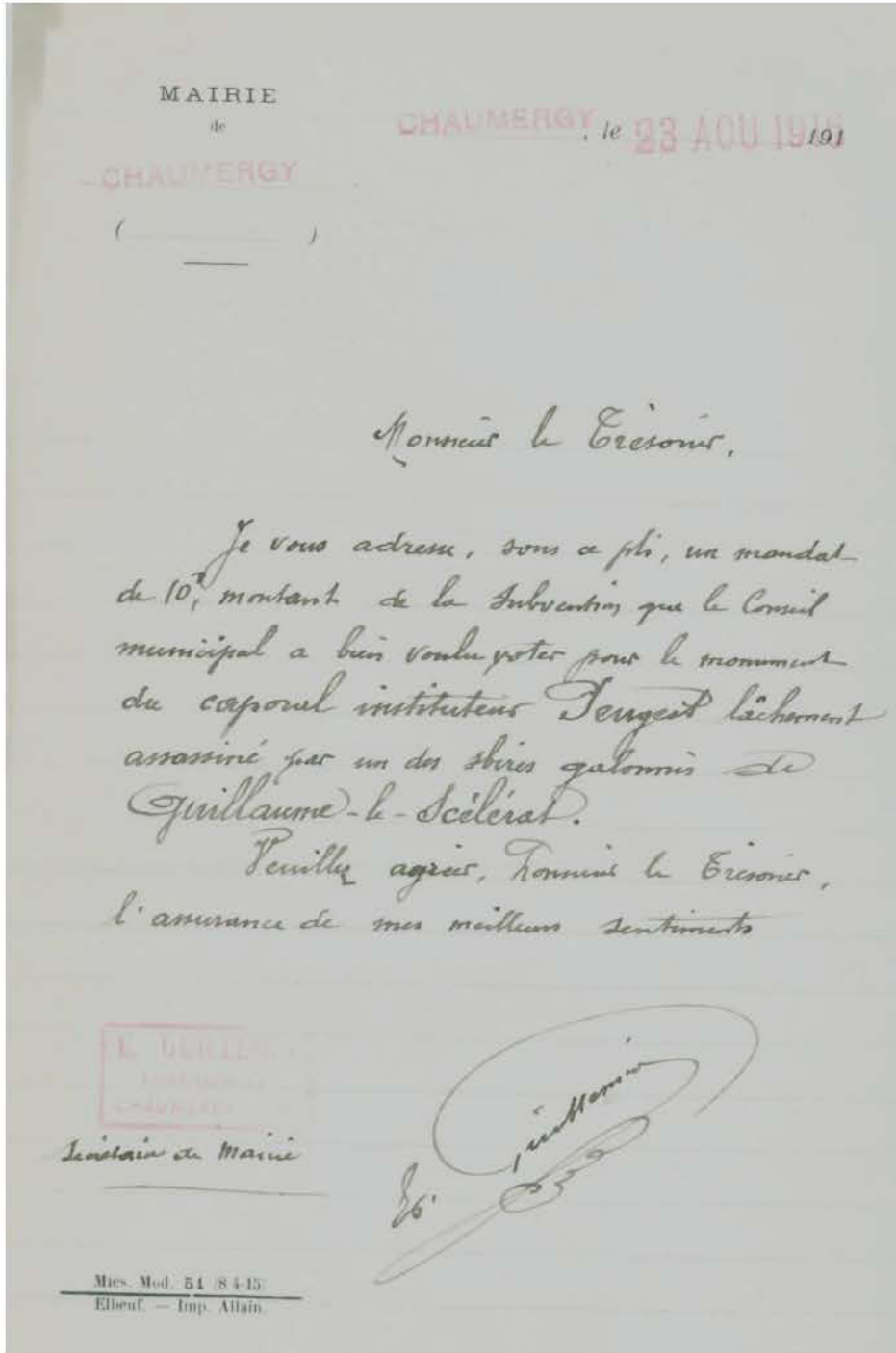
Le caporal Peugeot
AMM - 21519



Le monument en 1944
Mairie de Joncherey



Le nouveau monument inauguré le 20 septembre 1959
Mairie de Joncherey



AMM - 2 M 2

Conclusion

La dimension économique que prit la Grande Guerre a surpris tous les pays y prenant part. Aucun d'entre eux n'avait prévu l'ampleur des dépenses et leurs répercussions sur les finances des états. On imaginait que le système économique et son incapacité à absorber de tels besoins étaient la garantie d'une guerre courte: en quelques semaines, les échanges internationaux allaient s'effondrer, contraignant les belligérants à baisser les armes. Mais ce fut le contraire qui se produisit: l'internationalisation des marchés, le recours aux ressources des colonies et des pays alliés ont au contraire permis de mobiliser des moyens financiers et matériels sans précédent, dans des proportions quasi inépuisables.

Les états ont fait appel à une variété importante d'outils de financement. En France, l'emprunt a connu une véritable révolution: jusqu'alors considéré comme un dispositif de financement exceptionnel, il est devenu, pour plusieurs décennies, un mode de financement public largement utilisé, un instrument politique majeur.

Sollicitées fréquemment et sous des formes diverses, les populations ont largement participé à l'effort de guerre. A cet effet, l'État a particulièrement soigné ses campagnes de communication et a veillé à proposer des produits d'épargne ou des possibilités de dons qui puissent correspondre à toutes les personnalités, à tous les individus, tout en insistant largement sur le devoir patriotique de chacun.

Le panel des sommes confiées ou données représente d'ailleurs bien cette très grande diversité d'origines sociales démontrant ainsi que chacun, à un moment donné, s'est senti concerné par cette mobilisation nationale.

Bibliographie

AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane; BECKER, Annette. *La Grande Guerre 1914-1918*. Découvertes Gallimard, 1998. (coll. Histoire)

HUSSON, Jean-Pierre. *Enseigner la Première Guerre mondiale: l'économie de guerre*. CRDP Champagne-Ardenne, 2000.

MAUVEAUX, Julien. *Montbéliard pendant la Grande Guerre pour la liberté du monde 1914-1918*. Librairie Honoré Champion, 1920.

PELIER, Michel. *La Danse des Sacrifiés ou Louise et René dans la Tourmente*. [s.n.] [s.d.]

PLESSIS, Alain. Financer la guerre. In AUDOIN-ROUZEAU, Stéphane; BECKER, Jean-Jacques. *Encyclopédie de la Grande Guerre 1914-1918*. Bayard, 2004. pp. 467-478.